

4 Économie

Cherté de la vie, les économistes parlent...

Pr Serges-Maurice Pambou (*) : " Les chômeurs pèsent sur le budget de ceux qui travaillent "

Propos recueillis par F.A.

Libreville/Gabon

l'union : Selon vous, qu'est ce qui explique la cherté des aliments sur le marché gabonais ?

Pr Serges-Maurice Pambou : La cherté de la vie, si l'on devait synthétiser, est la perception qu'ont les populations quant à l'impact de la hausse des prix sur leur pouvoir d'achat. Aussi, sont-elles obligées de procéder à des choix. En effet, pour la très grande majorité des consommateurs, les prix augmentent dans des proportions plus importantes que les revenus. Dès lors, ils se retrouvent confrontés aux difficultés inhérentes à la cherté de la vie. Le plus important est de savoir ce qui fonde cette hausse des prix. Comme disait Bacon, connaître c'est connaître par les causes. Plusieurs facteurs expliquent la cherté de la vie dans notre pays. Notre agriculture n'est pas assez dynamique pour pouvoir proposer tous les produits dont les gens ont besoin. De ce point de vue, l'inflation est souvent importée car l'offre domestique est contrainte. Par conséquent, la compensation se fait par les prix. Il faudrait, dans ces conditions, augmenter significativement l'offre des produits alimentaires. C'est ce à quoi, d'une certaine façon, le ministère de l'Agriculture s'attelle. Même si on ne peut pas véritablement parler d'un succès quant aux politiques menées depuis plusieurs décennies, à coup de dizaines de milliards de francs ; pour un résultat plus que mitigé.



Photo : F.A.

Professeur Serges-Maurice Pambou, macro-économiste.

Il faudra également convaincre les populations du bien-fondé de l'agriculture sachant que les métiers de la terre ne sont pas valorisés. Au Gabon, il y a très peu de paysans capables d'influencer de manière significative l'offre agricole.

Outre la faible production agricole, existe-t-il des facteurs qui pourraient justifier cette cherté ?

- Oui, un autre aspect important est la qualité des voies de communication qui ne sont pas toujours praticables en toutes saisons. Si on veut augmenter l'offre agricole, il faudrait que les agriculteurs soient sûrs de pouvoir écouler leur production en tout temps. Il faudra aussi régler la question de l'électricité, notamment en milieu rural. Il y a également un autre aspect qu'on évoque très peu, c'est le fait qu'au Gabon nous avons une culture de rente. Nous produisons du pétrole, du manganèse, etc. Donc très peu de per-

sonnes travaillent pour beaucoup qui sont inactifs. Résultat, les revenus leur paraissent toujours insuffisants alors que nous avons des revenus élevés par rapport à la moyenne des pays africains. Or, cela joue sur la compétitivité du pays. Outre la nécessaire diversification de l'économie, il importe que l'État forme selon les besoins du marché. Cela permettrait d'augmenter significativement la qualité du travail. Si l'emploi était plus important, dans chaque foyer, le revenu global augmenterait. Ce qui, toutes choses étant égales par ailleurs, contribuerait à accroître le pouvoir d'achat. Dans ces conditions, la perception de la cherté de la vie ne serait plus la même.

Enfin, quelles stratégies adopter pour sortir de cette crise ?

- Aux mesures conjoncturelles onéreuses prises depuis une dizaine d'années, il conviendrait d'ajouter des mesures plus structurelles. Elles viseraient à réduire les contraintes qui obèrent la productivité agricole et toucheraient aussi bien la qualité de la formation professionnelle que tout ce qui peut permettre d'emmener les lumières de la ville au village, pour reprendre une expression de Michael Todaro. Il faudrait aussi pouvoir réaliser la construction de voies de communication praticables en toutes saisons ; faciliter l'accès au logement, améliorer l'accès aux soins des populations les plus pauvres et peut-être avoir une fiscalité plus appropriée au développement ; la liste n'étant pas exhaustive.

(*) Pr Serges-Maurice Pambou, macro-économiste, enseignant-chercheur au département d'Économie de l'UOB.

Ils ont dit ...

Pr Nkoulou Nkoulou : " Le concept de la vie chère est une perte du pouvoir d'achat des besoins élémentaires des agents économiques qu'ils doivent satisfaire. Lorsque l'agent économique qui est l'homme n'est plus capable de satisfaire ses besoins reconnus par les instances internationales, en ce moment, on parle de vie chère. Par biens, on entend le logement, la santé, l'éducation, l'alimentation, etc ".

Pr Serges -Maurice Pambou : " Tout le monde ne perçoit pas la cherté de la vie de la même manière. Tout dépend du revenu de tout un chacun, de l'espace géographique dans lequel on vit et de son mode (...) Dans le livre d'Adam Smith, La Théorie des sentiments moraux, il est écrit "qu'aucune société humaine ne fleurit si la plupart de ses membres croupissent dans la misère". C'est pourquoi, le libéralisme économique prône les conditions d'un élargissement de la prospérité au plus grand nombre, et non le contraire comme le croient de nombreux intellectuels "

Thérèse Esson, Citoyen lambda :



Photo : H.N.M

" Comment lutter contre la vie chère ? Ce que chacun devrait faire c'est de trouver les voies et moyens pour pallier cette situation, notamment en s'arrangeant à arrondir ses fins du mois en fonction du salaire qu'il perçoit, ou trouver une activité secondaire ".

Propos recueillis par H.N.M

Pr Jean-Louis Nkoulou Nkoulou (**): " la vie chère en elle-même n'est pas un problème "

Propos recueillis par F. A.

Libreville/Gabon

l'union : Quelle perception avez-vous du phénomène de la vie chère ?

Jean-Louis NKOULOU NKOULOU : La vie chère en elle-même n'est pas un problème. Nous avons connu des situations au Gabon où les prix étaient élevés, mais ça ne causait de problème à personne parce qu'il y avait des moyens pour acheter ces biens. Maintenant, nous sommes dans une double situation. D'abord, les prix sont nettement élevés sur le marché, dans le même temps le revenu de l'agent économique a baissé en termes réels.

Comment résoudre ce casse-tête gabonais qu'est la vie chère ?

- Pour résoudre ce problème, il y a deux leviers. Premièrement, agir sur les prix des biens. Deuxièmement, s'appesantir sur les revenus des agents économiques. Pour trouver les pistes de solution face à ces deux situations, il faudra comprendre la cause. Pour ce qui concerne le Gabon, on trouve deux explications possibles. La première est liée à l'étroitesse du marché. L'analyse économique dit que lorsqu'un marché est étroit, il a tendance à avoir les prix élevés parce que la demande est concentrée. L'État



Photo : F.A.

Pr Jean-Louis Nkoulou Nkoulou, économiste.

doit trouver des voies et moyens pour offrir une quantité de biens alimentaires sur le marché. Cela peut être possible en encourageant les initiatives privées afin que la population gabonaise essaie de produire les biens qui intéressent les Gabonais. L'autre option pour résoudre la situation des prix est d'importer. Ouvrir les frontières du Gabon pour permettre d'avoir une diversité de biens en quantité sur le marché. Le deuxième levier, c'est-à-dire le revenu, englobe les travailleurs et les non-travailleurs. Pour les travailleurs, l'État doit trouver des politiques de compensation en dehors du

revenu, en termes réels, par exemple dans le transport en subventionnant des compagnies. S'agissant des non-travailleurs qui sont plus nombreux, il faut revoir la politique de prévoyance sociale. Il y a des jeunes qui ont des parents aisés et d'autres pas. Ce sont ces derniers qui tirent la situation par le bas et qui font en sorte qu'on parle de la vie chère. La jeunesse qui représente près de 60% de la population est un maillon très important. Donc il faudra bien cibler la politique publique mise en place à cet effet.

Autrement dit, vous insistez sur le seuil de non-couverture des besoins des individus pour parler de vie chère ?

- Pour me répéter, on parle de la vie chère qui devient une préoccupation dès lors que nous ne sommes plus capables de couvrir les besoins les plus fondamentaux. Ce qui est le cas pour le Gabon aujourd'hui pour la plupart des ménages. Donc, la vie chère en soi ne dévient un problème que quand l'impossibilité de satisfaire des besoins atteint un certain seuil. Il faut trouver des solutions car, si on continue dans cet élan, je n'ose pas dire " la bombe sociale " que cela représente pour l'ensemble de la classe dirigeante de notre pays.

(**) Pr Jean-Louis Nkoulou Nkoulou, économiste, enseignant-chercheur au département d'Économie à l'UOB

CHANGEMENTS COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 07/08/2017

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1868	1USD =	552,711	1 USD	572,056
CAD	1,4920	1CAD =	439,649	1 CAD	463,139
JPY	130,6700	1JPY =	5,020	100 JPY	522,014
GBP	0,9028	1GBP =	726,581	1 GBP	758,678
CHF	1,1494	1CHF =	570,695	100 CHF	59811,60
ZAR	15,8267	1ZAR =	41,446	100 ZAR	4 309,91
MAD	11,1478	1MAD =	58,842	1 MAD	61,19
CNY	7,9757	1CNY =	82,244	1CNY	84,71
KES	122,5300	1KES =	5,353	1KES	5,51

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	07/08/2017	5 183,10
DOW JONES	07/08/2017	22051,09

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
07 Août 2017: 52,02